

## Discours d'Edith Cresson à l'Assemblée nationale

(22 mai 1991)

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Le gouvernement que M. le Président de la République m'a demandé de conduire se donne un objectif prioritaire : faire réussir la France dans l'Europe de 1993 et dans le monde de l'an 2000.

Je ne pense pas qu'il y ait, pour l'ensemble des Français, de tâche plus exaltante. J'ai dit "pour l'ensemble des Français" ; en effet, il y a peu de moments dans l'histoire où un événement majeur concerne ainsi tous les Français.

Pour faire face à l'échéance, je sais qu'il nous faut une forte cohésion sociale, lutter contre les inégalités et les exclusions, et d'abord contre le chômage.

Le développement de l'emploi est notre combat commun. Moderne, pacifique, solidaire et forte la France sera au premier rang de la construction européenne et participera avec l'Europe à l'équilibre du monde. C'est tous ensemble que nous devons préparer ces échéances décisives, c'est tous ensemble que nous devons adapter et renforcer notre économie.

La situation économique est difficile. Le retournement de la conjoncture mondiale, dont la guerre du Golfe a mis en évidence les effets, conduit à un net ralentissement de la croissance, donc limite notre capacité à créer des emplois.

On sait que l'économie française crée moins d'emplois que ses principaux partenaires, à croissance égale. Cette tendance, heureusement, semble se corriger depuis 3 ans. Mais pour voir le chômage reculer, il nous faut créer chaque année au moins 300.000 emplois, ce qui est impossible si le ralentissement de l'activité devait se poursuivre.

En outre, les faiblesses structurelles sont illustrées par un déséquilibre de nos échanges industriels. Or, la redistribution des revenus est évidemment plus difficile lorsqu'une part importante de notre croissance est affectée à payer notre déficit extérieur.

Notre démographie, heureusement plus dynamique que celle d'autres pays européens, fait que la France est confrontée à un problème de chômage persistant, qui constitue un formidable gâchis économique.

Gâchis social et humain surtout : le chômage explique une grande partie des maux de notre société.

Il est la première cause d'inégalité. Il est à la base du mal-vivre de nombre de nos concitoyens, même si globalement notre société est prospère : les coups de colère de nos banlieues, le racisme, en sont la conséquence.

Nous devons tirer fierté d'un bilan économique équilibré, salué par nos partenaires comme le fruit d'une politique vertueuse. Ces succès, ils s'appellent: un franc fort, une inflation maîtrisée, un contrôle rigoureux de la dépense publique, une stabilisation des prélèvements obligatoires.

Ces acquis sont nos atouts. J'entends les consolider. Sans eux, rien de sérieux ne peut être construit sur la durée. Une grande vigilance s'impose face au regain toujours menaçant de l'inflation et la maîtrise des finances publiques est d'autant plus nécessaire qu'il y a ralentissement des recettes fiscales.

Pourtant, nous sentons tous que ce que la Communauté financière salue du beau nom de vertu doit s'allier à l'imagination, le dynamisme et la volonté d'atteindre nos deux grands objectifs : muscler davantage notre appareil productif et renforcer notre cohésion sociale.

Etre vertueux, puisque tel est le vocabulaire, n'interdit pas d'être audacieux. Sur un franc fort, nous construisons une France forte.

Tel est le problème; tel est mon projet : utiliser toutes les marges de manœuvre pour rétablir la situation de l'emploi ; et les utiliser pleinement, car, comme l'a rappelé le Président de la République : "d'ici peu, nous n'aurons d'autre protection que notre talent, notre capacité créatrice et notre volonté. Il n'y a pas de temps à perdre pour muscler davantage notre économie et porter les industries au plus haut, tout en préservant nos équilibres financiers".

Les analyses sur la société post-industrielle ne changent pas cette réalité : le développement de l'emploi dans les services doit être adossé à un secteur industriel performant, organisé, avec du personnel formé, et dégageant chez nous une valeur ajoutée suffisante.

Le mirage américain de la création massive d'emplois peu qualifiés commence à s'estomper et nous renvoie à nos vrais problèmes : ceux d'une industrie compétitive et donc créatrice d'emplois.

Certes, notre industrie est la 4ème du monde. Certes, la France a été le 3ème investisseur à l'étranger et le 1er aux Etats-Unis en 1990. Certaines de nos entreprises sont les meilleures du monde dans leurs secteurs et nous avons de nombreux domaines d'excellence. L'industrie a fait preuve d'un dynamisme retrouvé, comme en témoignent la croissance des exportations de certains de nos produits industriels, l'effort remarquable d'investissement de nos entreprises, et tout particulièrement des PME, et la modernisation en profondeur de notre appareil productif, qu'il faut accélérer.

Nous sommes résolus à agir, je le dis au risque de faire sourire ceux qui, critiquant un tel volontarisme, manifestent surtout leur renoncement à l'ambition que nous devons tous avoir pour la France et pour l'Europe.

Pour agir, nous organisons. C'est le sens de la création d'un grand Ministère chargé à la fois notamment de l'Economie, des Finances, de l'Industrie et du Commerce extérieur. Cette nouvelle structure, mariant culture industrielle et culture financière, doit renforcer l'efficacité de notre dispositif public.

Il s'agit pour l'industrie et le commerce extérieur de favoriser une orientation des financements publics vers l'industrie, une meilleure mobilisation des moyens de nos grands organismes financiers dans la même direction.

Nous voyons dans d'autres pays comme l'Allemagne, les Etats-Unis ou l'Italie, comment les ressources des banques et d'autres instituts financiers sont encouragées à s'orienter vers le développement productif.

De plus, les mécanismes d'encouragement de l'épargne doivent jouer dans le même sens sans remettre en cause, bien entendu, les modes de financement du logement social.

Cet ensemble de mesures doit bien entendu profiter aux petites et moyennes entreprises.

J'ai demandé au Ministre de l'Economie et des Finances de me proposer, en liaison avec les professions concernées, très rapidement, des dispositifs resserrant progressivement les délais de paiement inter-entreprises. Je considère que, sur ce point, il est temps que nos PME soient à égalité avec celles des autres pays européens. Si ce résultat est obtenu par accord entre les parties, je m'en réjouirai; sinon, il faudra bien légiférer.

L'innovation joue un rôle déterminant dans la compétitivité d'un pays. Elle suppose une continuité, de la recherche fondamentale à la technologie et aux produits. Les ambitions que peut nourrir un pays

comme la France nous commandent de soutenir non seulement des scientifiques participant aux explorations ultimes de la matière et de la vie, mais aussi des techniciens capables de fabriquer et vendre les systèmes les plus complexes, que ce soit dans l'électronique ou dans le domaine spatial, ou encore des secteurs plus traditionnels.

Mais les ressources humaines sont notre principale richesse. Je m'impliquerai dans l'adaptation des formations initiale et continue au besoin des personnes, dans l'adéquation des formations aux besoins réels du pays.

L'objectif de doublement de 1990 à 1993 du nombre d'ingénieurs sera tenu ; c'est un engagement que je prends au nom du Gouvernement.

Mais l'Etat ne doit et ne peut tout faire. Je lancerai une concertation entre les pouvoirs publics et les entreprises, sur le plan national et dans les régions. J'inviterai dans les prochains jours les Préfets à lancer cette concertation. Cette proposition, je la fais à tous ceux qui veulent faire gagner la France.

Je salue au passage l'initiative prise par une importante fédération patronale pour populariser l'importance et l'actualité des enjeux industriels.

Je mènerai cette politique de renforcement de l'économie dans le respect des valeurs auxquelles nous sommes attachés.

A - Ces valeurs, ce sont d'abord le respect de la personne, l'autonomie et l'épanouissement des individus, la non exclusion, l'égalité des chances, avec une attention particulière aux plus fragiles, aux plus vulnérables. le projet social que j'entends promouvoir structure et appuie mes objectifs économiques. Le dynamisme de nos entreprises doit concourir à un projet social ambitieux.

L'évolution des technologies appelle et permet un travail plus autonome et plus qualifié, plus d'initiatives et de responsabilités. Mais cela ne va pas de soi, comme en témoignent, par exemple, le maintien des accidents du travail à un niveau élevé, la permanence d'un travail parcellarisé et monotone.

C'est pourquoi je fais du changement du travail une priorité de ma politique. Changer le travail, c'est mieux tirer parti de l'expérience, du savoir-faire et des capacités d'innovation des personnes. C'est un surcroît de compétitivité pour les entreprises, et donc à terme plus d'emplois. C'est pour les salariés un travail plus sûr, plus qualifié -donc mieux rémunéré -, des perspectives de progression professionnelle.

Le changement du travail est un instrument puissant contre le chômage. Bien conduit, il limite les risques d'exclusion. Il ouvre aux salariés des qualifications accrues, qui sont aujourd'hui de solides garanties contre le chômage.

Cette évolution repose à mes yeux sur les chefs d'entreprise, les cadres, l'ensemble des salariés et leurs représentants. la participation des salariés, la consultation des représentants du personnel, le plus tôt possible, et la négociation sociale sont à la base du progrès collectif et individuel.

L'Etat lui-même ne peut se désintéresser de cet objectif. Il doit marquer sa volonté de s'engager en donnant l'exemple comme employeur, ainsi qu'il l'a fait avec la réforme des P.T.T.. Il est évident à mes yeux que le projet "modernisation du service public" relève du même objectif. Je le poursuivrai avec vigueur.

Je veillerai à ce que tous les engagements pris antérieurement, et qui concernent plus de 80 % des fonctionnaires, soient scrupuleusement respectés.

Je recevrai rapidement, avec le Ministre du travail, les organisations professionnelles et syndicales pour écouter leurs points de vue et leurs propositions. Qu'on ne se méprenne pas : la négociation collective entre partenaires responsables est bien le fondement même des relations sociales de ce pays.

B -Je veux réconcilier l'économie et l'écologie, l'industrie et le respect de l'environnement. La notion d'environnement ne doit plus rester extérieure au processus de production, mais s'y intégrer. Je souhaite développer les industries de l'environnement. Que la France soit ainsi le champion du monde de l'industrie de la propreté par exemple dans le traitement de l'eau, est un objectif tout à fait envisageable que je serais fier de contribuer à mener à bien.

La question de l'environnement est vitale: les grands risques planétaires -effet de serre, réduction de la couche d'ozone, déforestation -doivent être impérativement maîtrisés. Dans notre pays, la qualité de l'eau, le traitement efficace des déchets, la préservation de notre nature et de nos paysages sont les conditions nécessaires d'un développement durable.

La question de l'environnement est en même temps stratégique, parce que la compétition technologique et commerciale se joue aussi, aujourd'hui, sur ce terrain, tant pour l'industrie et le tourisme que pour l'agriculture et les services.

Notre pays a déjà engagé une politique active de l'environnement. Je la poursuivrai avec le concours du ministre de l'environnement, qui est désormais ministre de plein exercice : le plan national pour l'environnement, que vous avez examiné il y a huit mois, sera appliqué avec détermination.

C -L'impulsion nouvelle à l'industrie s'accompagne d'une grande ambition agricole.

Pour ce secteur, mon objectif est clair. Nous voulons maintenir sur notre sol une agriculture compétitive nous permettant de consolider, voire de développer nos parts de marché dans la Communauté et sur les marchés mondiaux. A cet égard, la France fera preuve de la plus grande détermination au cours de la négociation au sein du GATT : l'agriculture est partie prenante à part entière de notre développement économique : son rôle dans l'organisation du monde rural sera pleinement reconnu.

Il est clair que notre ambition n'est pas seulement française, elle est aussi européenne.

1993 marque une étape décisive dans la construction européenne.

La France a besoin de la construction européenne pour continuer à affirmer les valeurs qui font son originalité, sa texture, sa nature. Elle a lancé de grandes idées qui aujourd'hui constituent les axes et font le poids de l'Europe. L'élaboration de l'union économique et monétaire, l'union politique se font largement sous son impulsion. On oppose parfois, et à mon sens à tort, le sentiment national à la volonté européenne. Or c'est parce que nous voulons l'Europe que la France doit apporter à sa construction la plus grande vigueur, donc être forte. Nous apportons à la construction européenne une conviction fondée sur notre histoire, notre culture, nos jours de gloire et de malheurs. Nous apportons le meilleur de nous-mêmes pour l'édification d'une communauté qui devra répondre aux immenses attentes du tiers monde, aux espoirs impatients des pays de l'Est. Ces derniers souhaitent et c'est légitime que l'Europe, comme l'a dit le Président de la République, rentre dans son histoire et sa géographie. Son histoire a souvent été sanglante, sa géographie changeante. C'est la CEE qui sera le point d'ancrage de l'Europe de demain.

L'une de mes grandes priorités sera de promouvoir avec la Communauté et les industriels européens, avec qui j'entretiens depuis des années des relations suivies, une politique industrielle européenne. En effet, l'Europe ne peut être seulement un grand marché. Les Européens ne peuvent dépendre de l'extérieur pour certains produits essentiels pour à leur avenir technologique ou à leur défense.

Un sursaut est indispensable pour assurer un avenir commun sur des secteurs clés comme l'automobile ou l'électronique. Il y a urgence : les divisions n'ont que trop duré, le succès est à notre portée. A Communauté de problèmes, Communauté de solutions : soyons audacieux et inventifs.

Il y a quarante ans, les pères fondateurs de l'Europe ont créé une communauté européenne du charbon et de l'acier; aujourd'hui, c'est d'une véritable communauté de l'électronique dont nous avons besoin. Je prendrai rapidement des initiatives en ce sens.

Au plan interne, mon ambition est de maintenir et consolider la cohésion sociale. C'est une condition de la démocratie -et au développement. Elle tire ses racines au plus profond de notre histoire, mais elle peut être, à chaque instant, fragilisée. Ici encore mes priorités sont claires.

J'entends d'abord naturellement trouver les moyens de maintenir le haut niveau de protection sociale auquel chacun est attaché. Je connais les difficultés. Certaines sont à court terme, dues à la moindre croissance des cotisations et à une évolution pas toujours maîtrisée des dépenses. En ce qui concerne l'assurance maladie la prochaine réunion de la Commission des Comptes de la Sécurité sociale me permettra de prendre les décisions rendues nécessaires.

Dans le domaine des retraites auquel, à juste titre, les Français sont si sensibles, le livre blanc est une bonne base de réflexion et de débat. Il ne peut être question un seul instant de sacrifier de manière démagogique l'avenir au profit du court terme. Nous avancerons par étapes en prenant le temps du dialogue, mais sans retard. Le débat concerne au premier chef le régime général. Les régimes spéciaux, de leur côté, ne sont pas des régimes de retraite comme les autres. Il n'est pas question de remettre en cause leur spécificité.

Cet objectif ne doit pas nous faire oublier la nécessité d'une action spécifique à l'égard des plus menacés. Et cela non pas seulement dans une démarche de solidarité et d'assistance, mais aussi avec la volonté de leur remettre le pied à l'étrier, de leur donner une véritable égalité de chances. Cette politique est essentielle à mes yeux.

Je prêterai une attention particulière au milieu urbain où vivent 75% des français. Je continuerai la lutte amorcée contre la ségrégation dans l'habitat et ce sera l'objet central de la loi sur la ville qui vous sera présentée dans quelques jours et à laquelle j'attache la plus grande importance. Je conduirai à son terme le programme de réhabilitation engagé à la demande du Président de la République. Au moment où il est de bon ton de célébrer la montée de l'individualisme et du chacun pour soi, j'ai presque scrupule à rappeler qu'en développant les équipements collectifs, et notamment les transports publics, nous favoriserons l'intégration des plus défavorisés. C'est pourtant la réalité.

Je poursuivrai et accentuerai les actions d'insertion professionnelle des jeunes et des étrangers en situation régulière.

J'attends aussi de la culture qu'elle soit au cœur de la démarche de lutte contre l'exclusion. Ce combat, c'est celui de soutien à la créativité, l'encouragement à la diversité des modes d'expression. Les jeunes, qui ne confondent pas culture et biens de consommation, sont les meilleurs acteurs de cette culture moderne.

L'éducation a d'abord, naturellement, une fonction de formation de base. Elle doit permettre à chacun, dans sa diversité, de s'adapter à l'évolution des emplois et des techniques et de valoriser ses compétences. C'est un enjeu social de développement de l'individu.

Ceci passe par la rénovation du lycée qui fera l'objet de décisions rapides et s'appliquera à la rentrée 1992. Elle assurera une aide systématique au travail personnel de chaque élève, le temps et les moyens pour une orientation progressive, la définition de filières claires, la multiplication des passerelles et des recours, la valorisation de l'enseignement technique et professionnel.

C'est avec les mêmes préoccupations que je souhaite encourager, dès le collège, l'ouverture réelle au monde des entreprises, organiser une meilleure articulation avec un apprentissage rénové, revalorisé et étendu, continuer à développer les baccalauréats professionnels, les IUT, créer des instituts universitaires professionnalisés.

J'entreprendrai avec le Ministre de l'Education nationale un effort sans précédent pour l'information et l'orientation des jeunes. Tous les moyens modernes de communication seront utilisés, tous les partenaires seront appelés à y participer.

Cette évolution de l'école s'appuie d'abord sur les enseignants. Leur métier, le plus beau du monde, doit leur apparaître attractif et ouvert.

La mission essentielle de l'Etat, garantir la sécurité des Français, doit prendre toute sa place dans le mouvement vers une société plus harmonieuse et plus juste.

C'est vrai, le sentiment d'insécurité collectif et individuel est fort. C'est vrai, un malaise, ponctué de crises aiguës et douloureuses, affecte certaines agglomérations et menacerait, sans une vigilance permanente, de fracturer le tissu social.

De nouveaux combats nous sont imposés par une délinquance internationale, hautement criminelle et structurée, qu'il s'agisse de terrorisme, de drogue ou de recyclage d'argent obtenu par des actions criminelles.

Ces attentes de sécurité désignent logiquement les objectifs : la défense des intérêts fondamentaux de la Nation, la lutte contre la drogue, la maîtrise des flux migratoires, la police de proximité.

Ces actions, appuyées sur des moyens cohérents, figureront dans un projet de loi sur la sécurité intérieure qui vous sera prochainement soumis.

Ma détermination s'exprimera aussi dans les réponses apportées à l'attente des différents services de police, de gendarmerie ou des douanes dans un certain nombre de domaines: effort de formation, poursuite de la modernisation, clarification des compétences, problèmes de statuts.

Il nous faut prolonger la profonde transformation voulue par le Président de la République et engagée en 1981 : la décentralisation.

Elle a donné aux collectivités locales de larges responsabilités qu'un statut nouveau des élus permettra d'exercer avec plus d'efficacité encore. Parallèlement, je poursuivrai l'important mouvement de déconcentration de l'Etat pour permettre une gestion publique plus proche des réalités locales.

La compétition européenne nous impose de doter la France de collectivités aux capacités d'action et de coopération plus souples. Je m'y emploierai, comme j'ai déjà commencé à le faire comme élue locale, sur le terrain.

Quant à la Corse, le Gouvernement entend, dans un esprit de dialogue, favoriser le développement de l'île, qui n'est possible que dans le respect du droit et de l'autorité de l'Etat.

Une autre des missions essentielles de l'Etat, c'est bien entendu de garantir à chaque citoyen une justice indépendante, démocratique et moderne.

Le Gouvernement a déjà proposé une réforme de l'aide légale apte à assurer une meilleure égalité devant la justice, en renforçant les garanties d'indépendance, et donc de sérénité, de la magistrature. Ces projets sont confirmés et suivront, comme l'examen du nouveau code pénal, leur cours normal devant le Parlement.

Mais cela ne suffit pas. Le Garde des Sceaux m'a soumis d'ambitieux projets visant à clarifier les rapports entre l'exécutif et le Parquet, à améliorer les garanties des personnes dans nos procédures pénales et civiles, à appuyer le nécessaire effort pour une organisation judiciaire rénovée.

Telles sont mes propositions pour la Justice. Je les mettrai en oeuvre avec le Garde des Sceaux, qui a toute ma confiance.

La France a fait le choix de l'Europe. Elle a fait le choix d'une affirmation de son indépendance. C'est à poursuivre cette action que je m'engage.

Ainsi, aujourd'hui, nous suivons avec attention et encourageons l'effort des Etats-Unis pour réunir les conditions du dialogue entre Israël et les Palestiniens et avec les pays arabes. Tout est bon qui sert le dialogue et la paix. Mais l'impatience des Palestiniens et de tous les peuples de la région ne peut

s'accommoder durablement du statu quo. La France ne transigera ni sur la sécurité d'Israël, ni sur le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat.

C'est dans le même esprit que la France défend l'indépendance et la souveraineté du Liban. Les accords de Taef devraient permettre leur restauration.

C'est aussi dans un esprit de paix et de sécurité pour tous que la France a entrepris une réflexion et envisage une initiative, en liaison étroite avec les Etats-Unis, pour limiter les ventes d'armes et assurer la non prolifération des armes de destruction massive.

Car la France entend faire prévaloir le droit, pour les peuples comme pour les individus avec la même force et la même détermination partout dans le monde. Elle l'a fait en alertant le Conseil de sécurité au sujet de l'Irak.

Elle déploie au Cambodge les efforts que l'on sait pour lutter contre l'indifférence internationale.

Le mouvement de nombreux pays du continent africain vers la démocratie fait se lever partout l'espoir du renouveau : en Afrique du Sud, la France appuie résolument le changement, dans le respect scrupuleux de l'indépendance des Nations.

De même, la France souhaite le développement d'un nouveau partenariat entre les pays de l'Europe du Sud et les Etats du Maghreb.

Mais, il n'y aura pas de démocratie viable, pas de véritable paix, pas de solution décisive aux problèmes du moment sans développement.

La France continuera à chercher sans faiblesse comment retrouver pour les matières premières un cours équitable qui permette à chaque pays d'asseoir son progrès économique sur des bases solides et durables.

Elle s'efforcera d'obtenir, pour ceux qui ont entrepris de redresser leur situation financière, les conditions plus sûres du développement.

La politique de développement doit devenir de plus en plus l'une des dimensions les plus affirmées de la politique extérieure de l'Europe. Elle constitue pour la jeunesse un appel à l'action que je demande au Ministre de la Coopération de concrétiser rapidement.

En matière de Défense, nous avons à faire des choix qui orienteront notre avenir pour une génération. La France forte que nous voulons est une France pacifique.

La " menace principale " n'est plus ce qu'elle était. Le Pacte de Varsovie s'est décomposé. Cela nous conduit à repenser profondément nos plans de défense.

Chacun a d'autre part en mémoire la guerre du Golfe. Nous devons en tirer les leçons sur le durcissement nécessaire de nos forces de projection ou la révision de nos systèmes de renseignement.

Comment ne pas noter que chez beaucoup de nos voisins et alliés, l'on affiche des réductions très importantes du format des armées et de l'effort de défense ?

Pour financer de nouvelles priorités, il faut donc revoir d'un oeil neuf l'ensemble de notre dispositif de défense.

Coeur de notre indépendance, la dissuasion nucléaire doit être maintenue au seuil de "suffisance" sur lequel repose le concept même de dissuasion. L'heure est aujourd'hui venue de réfléchir, dans cet esprit, à la nature et au nombre des composantes stratégiques de demain.

L'examen portera ensuite sur nos forces conventionnelles : leurs missions, leur format. Pour les missions, j'en vois deux principales. Première mission : résister d'abord, aux côtés de nos alliés, à une agression majeure en Europe; marquer notre détermination à l'arrêter coûte que coûte, si nécessaire par la mise en oeuvre de notre force de dissuasion.

La deuxième mission de nos forces conventionnelles est celle des interventions plus limitées, sur des théâtres divers. C'est à ces cas de figure que répond notre force d'action rapide, qui devra être renforcée dans ses capacités opérationnelles.

De ces deux missions principales se dégageront la physionomie et le format de nos armées. Le travail de réflexion est en cours. Il se fait sans préjugés, sans tabous. Il devrait en sortir une armée plus forte, plus ramassée, mieux équipée, mieux encadrée.

L'avenir de notre industrie d'armement fait partie de cette réflexion. Elle est vitale pour notre indépendance. Mais elle ne saurait vivre dans l'autarcie et avec l'éternelle assurance de disposer d'un marché protégé.

MESDAMES ET MESSIEURS LES PARLEMENTAIRES,

Le changement de Gouvernement intervenu pendant la session parlementaire a suspendu quelques jours vos travaux.

Bien sûr, depuis la mi-mars, beaucoup a été fait et bien fait. Mais il reste beaucoup à faire.

Nous devons donc sans délai reprendre l'examen du programme législatif. Vos conférences des Présidents ont arrêté ou arrêteront le calendrier parlementaire pour les prochains jours. Je ne veux pas ici en faire l'énumération. Je voudrais distinguer quelques textes qui, à mes yeux, revêtent une importance particulière. Parmi ceux dont l'examen a déjà commencé: la réforme hospitalière et l'administration territoriale de la République.

D'autres sont directement liés à la nécessité de la construction européenne. Il s'agit de la réforme des caisses d'épargne et de prévoyance et de la prévention des risques professionnels.

J'ai parlé de la Justice: sa modernisation passe par celle des textes qui la régissent. Il faut continuer, dans une coordination bien comprise entre l'Assemblée et le Sénat, l'œuvre de longue haleine qui consiste à réformer notre code pénal.

J'ai parlé de la nécessité et de l'urgence d'une politique d'intégration. La loi d'orientation pour la Ville m'apparaît à ce point essentielle que le Gouvernement va sur ce texte déclarer l'urgence. Je voudrais que vos assemblées puissent l'adopter définitivement au prix s'il le faut d'une brève session extraordinaire en juillet.

Par cette urgence, je ne veux pas, bien sûr, limiter le travail du Parlement ou le temps nécessaire à une bonne concertation. Mais je sais que celle-ci a été entreprise depuis longtemps.

Enfin, vous serez prochainement saisis du projet qui assure aux français des garanties en matière d'interception des communications téléphoniques.

Voilà brossées les grandes lignes du travail parlementaire après que j'ai présenté la priorité du Gouvernement pour l'emploi par le développement productif.

Au-delà de ce programme à très court terme, la tâche est grande. Nous avons presque deux ans pour réussir. Alors ne perdons pas de temps. Le pays attend de nous responsabilité, détermination et action. Il nous incombe de créer les conditions de la réussite. Mais n'attendons pas tout de l'Etat. Nous sommes, individuellement et collectivement, comptables de notre succès ou de notre échec.

Dans ces conditions, je pense que nous ne devons pas nous perdre en querelles qui ne profitent à personne, et rarement à aucune des formations politiques représentées dans cet hémicycle.

La politique que je vous propose est celle du progrès économique et social. Elle s'appuie sur l'ensemble des forces de notre pays. Ma méthode sera celle de la concertation et du dialogue avec tous -sans préjugés. Mon action passée est là pour le démontrer, s'il en était encore besoin.

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Je rechercherai avec vous les majorités les plus larges sans que personne ait besoin de renoncer à ce qu'il est. Je demande à chacun des Ministres d'être constamment à l'écoute de la représentation nationale.

Appelant les Français à l'effort sur la durée, je compte évidemment que le Gouvernement prenne toute sa part dans cette démarche exigeante.

J'assurerai personnellement certaines tâches que je considère essentielles pour la réussite de notre action. C'est ainsi que la planification me sera directement rattachée. A mi-parcours du Xème Plan, je tiens à dire ici mon attachement à la planification à la française, à la fois exercice collectif de prospective et de préparation de l'avenir, et lieu de concertation entre les pouvoirs publics, les groupes socio-économiques et les experts, pour définir une stratégie nationale.

J'avais d'ailleurs pratiqué une démarche de ce type au ministère des Affaires européennes avec des groupes d'étude et de mobilisation qui rassemblaient des personnalités de tous horizons professionnels et politiques. Nous avons, grâce à ce dispositif, remporté des succès importants pendant la Présidence française des Communautés, en 1989.

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Nous sommes les élus du peuple, nous avons choisi en nous présentant au suffrage des électeurs de combattre par nos idées.

Nous représentons ici les Français, ceux qu'on ne voit pas à la télévision, ceux qui ne sont pas aux honneurs, ceux qui inventent, produisent, se battent pour la prospérité de la France, et donc pour que leur message soit toujours entendu.

Ne vous est-il jamais arrivé comme à moi lors d'une inauguration, d'une cérémonie locale, de sentir combien ceux-là qui nous demandent de couper un ruban et nous remercient de leur avoir donné un coup de main, ceux-là qu'on voudrait tous féliciter individuellement sont les héros anonymes d'un combat où la France est engagée. Ne gâchons pas nos chances, ne perdons pas de temps.

La tâche qui attend notre pays est à la mesure de son histoire et la période est décisive. Il y a place entre nous pour de grands débats et les concertations intelligentes sur les moyens de gagner la bataille. Mais personne ne peut souhaiter autre chose que la victoire de la France.

Je suis confiante car je sais que nous avons en commun la même détermination : celle de voir la France qui a tant donné au monde, qui a su si bien incarner l'espoir des opprimés, qui a inspiré tant de hautes actions, continuer de faire entendre sa voix irremplaçable.

Nous avons deux ans devant nous qui peuvent être décisifs. Sachons nous parler, nous écouter, nous comprendre. Et n'ayons pas d'autre objectif que de renforcer notre pays, de construire l'Europe, d'apporter au monde notre esprit de progrès, notre expérience ancienne, et notre générosité toujours en éveil.